

**Audience publique du 30 avril 2003**

=====

Recours formé par **Monsieur ...**, ...  
contre des sommations-astreintes, des décisions liquidant des astreintes,  
un bulletin d'établissement des revenus d'entreprises collectives et de copropriétés 1997,  
une information en conformité du paragraphe 205 alinéa 3 de la loi générale des impôts et  
deux bulletins de l'impôt sur le revenu 1997  
émis par le bureau d'imposition Luxembourg 6  
en matières de revenus d'entreprises collectives et  
de copropriétés et d'impôt sur le revenu

-----

**JUGEMENT**

Vu la requête inscrite sous le numéro 15482 du rôle et déposée en date du 24 octobre 2002 au greffe du tribunal administratif par Monsieur ..., ..., demeurant à L-..., dirigée contre des sommations-astreintes du 7 février 2002 pour le dépôt des déclarations concernant l'impôt sur le revenu des exercices 1992 à 1996 et l'établissement des revenus d'entreprises collectives et de copropriétés des exercices 1992 à 1996, des décisions du 15 mars 2002 liquidant les astreintes prémentionnées, le bulletin d'établissement des revenus d'entreprises collectives et de copropriétés de l'année fiscale 1997 du 26 avril 2001, l'information du 25 juin 2001 en conformité du paragraphe 205 alinéa 3 de la loi générale des impôts pour l'imposition de l'exercice 1997, le bulletin de l'impôt sur le revenu 1997 du 19 juillet 2001 (n° fiscal ...) concernant Madame Vve. ... et le bulletin de l'impôt sur le revenu 1997 du 19 juillet 2001 (n° fiscal ...) le concernant personnellement ;

Vu le mémoire en réponse du délégué du gouvernement déposé au greffe du tribunal administratif en date du 24 janvier 2003 ;

Vu le mémoire en réplique déposé au greffe du tribunal administratif par Monsieur ... en date du 5 février 2003 ;

Vu les deux écrits déposés au greffe du tribunal administratif par Monsieur ... en dates des 17 et 24 mars 2003 ;

Vu les pièces versées en cause et notamment les décisions et actes litigieux ;

Où le juge-rapporteur en son rapport, ainsi que Monsieur ... en ses explications et Monsieur le délégué du gouvernement Jean-Marie KLEIN en ses plaidoiries.

---

Par requête déposée au greffe du tribunal administratif en date du 24 octobre 2002, Monsieur ... a introduit un recours « *en réformation et/ou en annulation* » à l'encontre de différentes sommations-astreintes du 7 février 2002 pour le dépôt des déclarations concernant l'impôt sur le revenu des exercices 1992 à 1996 et des revenus d'entreprises collectives et de copropriétés des exercices 1992 à 1996, de décisions du 15 mars 2002 liquidant des astreintes, du bulletin d'établissement des revenus d'entreprises collectives et de copropriétés pour l'année fiscale 1997 du 26 avril 2001, de l'information du 25 juin 2001 en conformité du paragraphe 205 alinéa 3 de la loi générale des impôts, appelée communément « *Abgabenordnung* », en abrégé « *AO* », pour l'imposition de l'exercice 1997, du bulletin de l'impôt sur le revenu 1997 du 19 juillet 2001 concernant Madame Vve. ... (n° fiscal ...) et du bulletin de l'impôt sur le revenu 1997 du 19 juillet 2001 le visant personnellement (n° fiscal ...).

Dans ladite requête, Monsieur ... sollicite en outre le remboursement du montant de 2.500 € avec les intérêts légaux à partir du 11 mars 2002, sinon du 11 avril 2002, sinon à partir du jour de l'introduction de la requête introductive, la restitution des impôts indûment retenus, ainsi que deux fois une indemnité de 500 € pour préjudice subi.

A l'appui de son recours, le demandeur soutient avoir saisi pour chaque décision attaquée soit le directeur de l'administration des Contributions directes, soit le préposé du bureau d'imposition compétent dans le délai de recours de trois mois à partir de la notification des divers actes et qu'à ce jour, aucune décision définitive de la part du directeur de l'administration des Contributions ne serait intervenue. Partant, il serait en droit de s'adresser au tribunal pour voir réformer ou annuler les décisions prises.

Le demandeur soutient en relation avec les diverses astreintes prononcées à son encontre que les prétendues dettes fiscales seraient prescrites et que pour les exercices afférents, il n'y aurait aucun enjeu fiscal. En relation avec les autres bulletins critiqués, le demandeur, en renvoyant aux nombreuses pièces déposées à l'appui de son recours, met en cause la responsabilité du préposé du bureau d'imposition compétent qui aurait commis « *des erreurs affirmées par ce dernier lors des diverses réclamations* » et il invoque en outre le non-respect des prescriptions du paragraphe 205 alinéa 3 AO.

Dans son mémoire en réponse, le délégué du gouvernement estime que le tribunal s'est vu remettre « *en vrac une pile de 24 documents critiqués* », que s'y trouvent « *pêle-mêle des documents propres au sieur ... et des documents propres à sa mère* » et il soulève l'irrecevabilité en la forme du recours au motif que la requête déposée, en tant que requête collective serait « *incompatible avec les exigences élémentaires d'une procédure tant soit peu ordonnée* », d'autant plus que le demandeur ne justifierait d'aucune qualité pour exercer un recours au nom de sa mère et que « *les recours en*

*annulation ouverts en matière de sommations et de liquidations d'astreintes ne peuvent être introduits per saltum et requièrent l'indication substantiée de l'une des causes d'ouverture ».*

Aux termes de l'article 1<sup>er</sup> alinéa second de la loi modifiée du 21 juin 1999 portant règlement de procédure devant les juridictions administratives « *la requête, qui porte date, contient :*

- *les nom, prénoms et domicile du requérant,*
- *la désignation de la décision contre laquelle le recours est dirigé,*
- *l'exposé sommaire des faits et des moyens invoqués,*
- *l'objet de la demande et*
- *le relevé des pièces dont le requérant entend se servir ».*

Il appartient au tribunal saisi d'apprécier *in concreto* si l'exposé sommaire des faits et des moyens, ensemble les conclusions s'en dégageant, est suffisamment explicite ou non. L'*exceptio obscuri libelli*, qui est d'application en matière de contentieux administratif, sanctionne d'une nullité l'acte y contrevenant, étant entendu que son but est de permettre au défendeur de savoir quelle est la décision critiquée et quels sont les moyens à la base de la demande, afin de lui permettre d'organiser utilement sa défense (cf. trib. adm. 4 avril 2000, n° 11554 du rôle, Pas. adm. 2002, V° Procédure contentieuse, n° 133).

Le moyen du libellé obscur de la requête introductive d'instance est justifié au cas où celle-ci n'indique ni la décision expresse contre laquelle le recours est dirigé, ni à la suite de quelle demande serait intervenue le cas échéant une décision implicite de rejet des prétentions formulées le cas échéant par le demandeur, d'autant plus lorsque le demandeur n'a indiqué aucun moyen juridique vis-à-vis d'une quelconque décision (cf. trib. adm. 12 décembre 2001, n° 12541 du rôle, Pas. adm. 2002, V° Procédure contentieuse, n° 133).

Si, en règle générale, l'exception de libellé obscur admise se résout par l'annulation de la requête introductive d'instance ne répondant pas aux exigences fixées par le texte légal en question, il convient dans le cadre de la loi précitée du 21 juin 1999 d'avoir égard à son article 29 qui dispose que « *l'inobservation des règles de procédure n'entraîne l'irrecevabilité de la demande que si elle a pour effet de porter effectivement atteinte aux droits de la défense* » (cf. trib. adm. 4 avril 2000, op. cit.).

En l'espèce, le demandeur, en déposant sa requête introductive d'instance, a saisi le tribunal d'un recours collectif à l'encontre d'une pluralité de décisions, toutes apparemment frappées d'une réclamation restée sans réponse au jour de l'introduction du recours.

Or, il échet de constater que les prétendues décisions rendues en matière d'astreinte, mis à part la considération qu'elles sont uniquement susceptibles d'un recours hiérarchique formel et que les recours en la matière ne peuvent être introduits *per saltum*,

ne sont pas désignées avec la précision requise dans la requête introductive, le demandeur se bornant à les indiquer en bloc et non pas individuellement, tout en omettant encore de verser parmi les pièces les prétendues réclamations introduites à l'encontre des diverses sommations-astreintes. De même, le demandeur a attaqué en bloc « *la décision du 15 mars 2002* » liquidant les astreintes prémentionnées, omettant à nouveau d'identifier dans la requête introductive avec toute la précision voulue les divers actes attaqués.

Pour le surplus, le demandeur sollicite indistinctement l'annulation ou la réformation des autres bulletins attaqués et n'indique pas avec la précision requise les faits et les moyens invoqués à la base de sa requête, se contentant, d'un côté, de soulever un problème de prescription sans indication des dates précises justifiant ce moyen, et, d'un autre côté, d'affirmer que le préposé du bureau compétent aurait commis des erreurs, tout en se contentant de renvoyer à une motivation transcrite dans des recours hiérarchiques antérieurs, motivation cependant non libellée expressément dans la requête introductive.

A cela s'ajoute, comme soulevé à juste titre par le délégué du gouvernement, qu'une information donnée sur base du paragraphe 205 alinéa 3 AO n'est susceptible d'aucun recours.

Il s'ensuit que le tribunal n'a pas été mis en mesure, au vu du libellé du recours, de constater les illégalités alléguées, et il n'appartient pas à ce dernier de suppléer à la carence du demandeur et de rechercher lui-même, parmi les pièces déposées à l'appui, les moyens juridiques qui auraient dû se trouver à la base des conclusions du demandeur pour aboutir soit à la réformation soit à l'annulation des décisions critiquées.

Cette solution s'impose d'autant plus que la partie défenderesse, au vu du libellé du recours introductif, peut légitimement soutenir qu'elle n'a pas été en mesure de préparer utilement sa défense, à défaut de désignation exacte des décisions critiquées, de l'objet des diverses demandes tendant indistinctement à la réformation ou à l'annulation des décisions critiquées et au vu de l'exposé défaillant des faits et moyens invoqués.

Cette conclusion ne saurait être énervée, même partiellement, par le contenu et les annexes des deux écrits déposés par le demandeur au greffe du tribunal administratif en date des 17 et 24 mars 2003, par lesquels ce dernier communique quatre autres décisions non-encore attaquées prises par le directeur des Contributions en date des 4 et 19 mars 2003 en relation avec les sommations-astreintes critiquées, et qui loin de clarifier une situation d'ores et déjà des plus confuses, ne font qu'aggraver l'imbroglio.

Il se dégage de l'ensemble des développements qui précèdent que le recours est irrecevable en tous ses volets.

**Par ces motifs,**

le tribunal administratif, deuxième chambre, statuant à l'égard de toutes les parties ;

déclare le recours irrecevable ;

condamne le demandeur aux frais.

Ainsi jugé par :

M. Schockweiler, vice-président,

M. Campill, premier juge,

M. Spielmann, juge,

et lu à l'audience publique du 30 avril 2003 par le vice-président, en présence de M. Legille, greffier.

Legille

Schockweiler